

Japon : la mauvaise passe du Premier Ministre continue..

Jean-Yves Colin

18 décembre 2023

A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Japon : la mauvaise passe du Premier Ministre continue...

Jean-Yves Colin

18 décembre 2023

À la mi-novembre un premier document (Asia Centre du 13 novembre) faisait état d'une mauvaise passe pour Kishida Fumio. Une session extraordinaire de la Diète se tenait en vue d'approuver un nouveau plan de relance économique. Après avoir consacré une part importante de son action à la politique étrangère, le Premier Ministre était contraint de se déporter vers la politique intérieure à la suite d'une situation économique jugée, sans être dramatique, plus difficile par l'opinion publique du fait de l'inflation, et de plusieurs événements sociétaux des mois passés. Depuis, sa position en tant que chef du gouvernement et du Parti Libéral Démocrate (PLD) s'est significativement affaiblie en raison d'un scandale lié aux modalités du financement du PLD. Kishida Fumio a cherché à y mettre un arrêt et sauver son poste en procédant à un nouveau remaniement ministériel, le second en trois mois, et à des changements de personnes au sein de son parti.

Cette nouvelle affaire est née d'un dépôt de plainte d'un professeur d'université auprès du Procureur de Tokyo contre les responsables des associations de financement du PLD. Interrogés par les procureurs, les assistants parlementaires du PLD ont reconnu ne pas avoir déclaré au fisc des versements de contributions politiques.

Ce type de situation n'est pas sans précédent. La vie politique avant-guerre était notamment caractérisée par des scandales liant les mondes politiques et des affaires, et les assassinats d'extrémistes visant à « purifier » ces deux mondes. L'après-guerre n'a plus connu d'assassinats hormis quelques rares exceptions – celui de l'ancien Premier Ministre Abe Shinzo en est la plus récente. En revanche les scandales financiers de plus ou moins grande ampleur ne sont pas rares. Deux des plus importants sont celui dit Lockheed qui a abouti au départ de l'ancien Premier Ministre Tanaka Kakuei en 1974 et celui dit Recruit qui a fait chuter Takeshita Noboru, implorer temporairement le PLD et mener à un court intermède social-démocrate au début des années 1990.

Il est encore difficile et prématuré de connaître l'issue finale de celui qui menace Kishida Fumio. Une loi régit les donations dont peuvent bénéficier les partis de la part d'entreprises et de particuliers, respectivement 10 et 20 millions de yens, soit environ 65 000 et 130 000 euros au cours actuel, sans commune mesure aux besoins de ces partis. Aussi ceux-ci organisent des banquets ou ce qu'on appelle aujourd'hui des « events » dans des grands hôtels. Des tickets sont vendus pour des montants souvent de 20 000 yens ; leur nombre est encadré par des quotas dépendant du positionnement des politiciens invitants et du nombre de leurs années de présence à la Diète ; les noms des donateurs, personnes physiques et morales, ayant donné plus de 200 000 yens (1 300 euros) doivent être déclarés. Ce qui est reproché au PLD, et en particulier à sa faction principale autrefois dirigée par Abe Shinzo, est donc de ne pas avoir déclaré fiscalement la totalité des sommes liées à de tels événements et d'en avoir rétrocédé une partie à des élus et membres de la faction ; la presse évoque des montants globaux de 500 millions, voire 1 milliard

de yens (soit 3 250 000 et 7 500 000 euros), des montants individuels allant jusqu'à 10 millions de yens ; plus de la moitié de ses membres seraient concernés. Cette faction - dénommée Seiwaken, acronyme de Seiwa Seisaku Kenkyukai ou Conseil pour une nouvelle politique - a longtemps été celle de l'ancien Premier Ministre Fukuda Takeo dont le fils Yasuo fut également chef de gouvernement, puis de Abe Shintaro, héritier de Kishi Nobusuke et père de Abe Shinzo qui ensuite en reprit la direction. Les procureurs s'intéressent aussi à la faction du Premier Ministre.

Le nom du secrétaire général du gouvernement Matsuno Hirokazu, un des plus proches collaborateurs du Premier Ministre, parlementaire 8 fois élu, a été le premier cité, indiquant très directement que la cible de la campagne de presse et des attaques parlementaires est Kishida Fumio. Aussi, rentré de la COP-28 et du Proche-Orient, ce dernier a procédé à un remaniement gouvernemental et provoqué le départ de certains hauts responsables du PLD, tous membres du Seiwaken :

- Matsuno Hirokazu, après avoir été soutenu dans un premier temps par le Premier Ministre et évité un vote de rejet à la Diète, a été remplacé par l'ancien ministre des Affaires étrangères Hayashi Yoshimasa,
- Le ministre de l'Économie, du commerce et de l'industrie, deuxième personne la plus mentionnée, par l'ancien ministre de la Justice Saito Ken,
- Le ministre de l'Intérieur et de la communication Suzuki Junji par son prédécesseur Matsumoto Takeaki,
- Le ministre de l'Agriculture, des pêches et de la forêt Miyashita Ichiro par l'ancien ministre pour la revitalisation régionale Sakamoto Tetsushi,
- Enfin au sein du PLD, le président du conseil pour la recherche politique Hagiuda Koichi, celui du conseil des affaires parlementaires Takagi Tsuyoshi et le secrétaire général de la Chambre des représentants Seko Hiroshige ont démissionné ; d'autres responsables comme le responsable de la faction Shinoya Ryu sont aussi potentiellement visés.

Si ce remaniement est significatif, les démissions au sein du Seiwaken le sont sans doute davantage ; elles secouent un pilier essentiel du PLD.

Immédiatement après l'investiture des nouveaux ministres et la première réunion du nouveau gouvernement, le nouveau secrétaire général et porte-parole du gouvernement a publiquement déclaré s'engager à restaurer la confiance du public sous l'autorité du Premier Ministre et considérer prioritaire l'identification des causes du scandale (ce n'est qu'involontairement humoristique !). Il a aussi indiqué que la finalisation des décisions budgétaires et fiscales relatives au plan de soutien économique et au financement des dépenses de sécurité nationale ; si certaines ont été approuvées jeudi 14 décembre, d'autres ont été prudemment retardées par le PLD et le gouvernement précédent pour ne pas donner d'autres opportunités de critiques.

Ces changements de personnes ne sont pas intervenus dans un monde politique serein. D'autres affaires étaient en cours. Mme Hashimoto Seiko, ancienne ministre et ex-présidente du comité d'organisation des Jeux Olympiques de Tokyo de 2020- qui avait remplacé l'ancien Premier Ministre Mori compromis par des déclarations inopportunes - est aussi au cœur d'enquêtes, comme plusieurs hommes d'affaires impliqués dans l'organisation des jeux du fait de versements occultes. Récemment, fin octobre, l'ancien vice-ministre de la Justice Kakizawa Mito a quitté le PLD en raison de soupçons d'achat de voix lors de l'élection municipale de l'arrondissement Koto-ku de Tokyo. Au cours de sa longue période gouvernementale (septembre 2012 - septembre 2020),

Abe Shinzo - et son épouse - avait été soupçonné de malversations liées à des transactions immobilières, et à des donations lors de réceptions de « hanami » (cerisiers en fleurs) ; il avait alors sacrifié son assistant parlementaire.

Si pendant presque deux ans le Premier Ministre n'a pas rencontré de réelles difficultés politiques et conservé un soutien fort de l'opinion publique, tel n'est évidemment plus le cas aujourd'hui. Il a dû cet automne renoncer à des élections anticipées qu'il imaginait comme victorieuses et lui donnant une emprise forte sur le PLD ; il se bat désormais pour conserver son poste.

Un autre élément est de nature à influencer la domination politique du PLD. La mort de Ikeda Daisuke en novembre, président depuis 1958 de la Soka Gakkai -organisation religieuse liée à l'école Nichiren Shoshu du bouddhisme - et fondateur du parti centro-bouddhiste Kômeitô, allié traditionnel du PLD, ajoute de l'incertitude à la situation actuelle. Les liens entre ce parti et la Soka Gakkai sont supposés avoir été dénoués au début des années 1970 et ceux de Nichiren Shoshu avec cette organisation religieuse en 1992. La force du Kômeitô, avec 59 sièges et près de 3 000 représentants dans des collectivités locales, est loin d'être négligeable.

Le scandale actuel correspond à une aspiration à une plus grande éthique politique, déjà très ancienne, de la part de l'opinion et peut-être plus encore des observateurs politiques (presse, monde académique...). Pour autant une partie probablement majoritaire de la population n'a jamais été dupe des mœurs politiques, du PLD comme d'autres partis, et ne croit guère à un changement durable, ce qui est in fine un atout pour le PLD. Cette dimension strictement éthique est aujourd'hui dépassée par des aspects politiques immédiats entre le PLD et les oppositions, et surtout à l'intérieur du parti conservateur. Même si Kishida Fumio est la cible principale de ce scandale, il est paradoxalement possible qu'il en profite s'il parvient à la surmonter et si sa faction, la quatrième en termes d'élus, n'est pas trop élaboussée, dans la mesure où la faction principale du PLD en sortira affaiblie et où les rapports de force auront été modifiés au sein du parti. Il est tout aussi possible que le PLD considère le Premier Ministre trop affaibli, avec une image trop ternie pour mener le combat électoral, et veuille le remplacer en 2024, en anticipation du terme normal de l'élection interne du PLD. Le « jeu politique » est en définitive très ouvert.

La fin d'année au Japon est habituellement caractérisée par des réunions et réceptions destinées à célébrer le travail fait pendant l'année. Il est probable que ces « bônenkai » au sein du PLD ne seront pas très joyeuses. En revanche le Premier Ministre peut espérer que la période de « oshogatsu », les tout premiers de janvier qui sont d'un grand calme, sera pour lui une trêve bienvenue et peut-être l'occasion d'une réflexion sur l'organisation de son gouvernement, celle du PLD et les actions à conduire.

A tous ceux qui prennent le temps ces chroniques japonaises et coréennes : « Akemashite omedetô gozaimasu.»